

# Royaume-Uni : des missions IPPAS pour renforcer la sécurité nucléaire

Par May Fawaz-Huber



**Lancement de la mission de suivi IPPAS au siège du Bureau de la réglementation nucléaire, à Bootle (Royaume-Uni), en février 2016.**

(Photo : Bureau de la réglementation nucléaire)

En octobre 2011, une équipe de l'AIEA composée d'experts de la sécurité nucléaire venus de différents pays a effectué une mission du Service consultatif international sur la protection physique (IPPAS) au Royaume-Uni. Elle a visité le site nucléaire civil de Sellafield, ainsi que le port de Barrow, qui est utilisé pour le transport de matières nucléaires. Elle y a ensuite effectué une mission de suivi en février 2016.

Les missions IPPAS donnent des avis sur les moyens d'améliorer l'efficacité du régime de protection physique d'un État, sur le plan national ou au niveau des installations. Pour ce faire, elles évaluent ce régime à l'aune des orientations, des meilleures pratiques et des dispositions des instruments juridiques internationaux sur la question, en particulier l'Amendement de 2005 à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et les orientations publiées dans la collection Sécurité nucléaire de l'AIEA.

« Ces missions se sont avérées utiles car elles ont permis au Royaume-Uni de tirer parti des compétences de l'AIEA et d'autres États Membres dans toutes sortes de disciplines touchant à la sécurité nucléaire », se félicite Robin Grimes, conseiller scientifique principal du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth. « Elles ont recensé des domaines dans lesquels le Royaume-Uni avait adopté de bonnes pratiques en matière de sécurité et qu'il pouvait faire connaître à d'autres. »

L'équipe de la mission de 2011 était composée d'experts de sept États Membres de l'AIEA — Allemagne, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Pays-Bas, Slovénie et Suède — ainsi que

du Secrétariat de l'AIEA. Tous avaient une vaste expérience dans divers domaines de la sécurité nucléaire : pratiques législatives et réglementaires, protection physique, sécurité des transports, culture de sécurité, contrôle et planification des interventions d'urgence. Ils ont procédé à un examen du cadre juridique et réglementaire national, ainsi que des mesures et procédures de sécurité mises en place, pour respecter ce cadre, dans les installations et pendant le transport.

« La mission a souligné l'importance de la sécurité nucléaire, notamment d'une culture de sécurité, pour le secteur, qu'elle a encouragé à réfléchir à cette question », déclare Robin Grimes, ajoutant que les missions IPPAS sont « un des nombreux moyens qu'a le gouvernement britannique de témoigner au public de son engagement en faveur de la sécurité nucléaire. »

La mission de suivi a examiné les mesures prises pour donner suite aux recommandations de la mission de 2011, et dispensé d'autres conseils.

« La mission de suivi avait également pour objectif d'évaluer l'état d'avancement de l'élaboration du régime britannique de protection physique des matières et installations nucléaires, ainsi que de sa mise en œuvre à la centrale nucléaire de Heysham », explique Arvydas Stadalnikas, administrateur principal chargé de la sécurité nucléaire à l'AIEA. Elle a cherché à fournir d'autres conseils au Royaume-Uni pour qu'il renforce son régime de sécurité nucléaire, ainsi qu'à recenser les bonnes pratiques qui pourraient être bénéfiques aux autres États Membres, ajoute-t-il.



**Le site nucléaire de Sellafield, où s'est rendue l'équipe IPPAS pour sa mission initiale d'octobre 2011 et sa mission de suivi de février 2016.**

(Photo : Sellafield LTD)

L'équipe de la mission de suivi était composée d'experts venus du Canada, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique, de France, de Lituanie, des Pays-Bas, de Suisse et de l'AIEA.

« Le Royaume-Uni était très heureux d'accueillir deux missions IPPAS, car leurs participants avaient pris des engagements concernant la confidentialité des informations sensibles », souligne Robin Grimes. Il ajoute que l'industrie nucléaire civile britannique est soumise à un régime de sécurité solide et efficace, que le pays cherche néanmoins à améliorer continuellement. « Nous encourageons vivement les autres États à envisager d'inviter une mission IPPAS », conclut-il.

L'année 2016 marque le 20<sup>e</sup> anniversaire du service. Depuis sa première mission, en 1996, l'IPPAS aide les États Membres à trouver des moyens de renforcer la protection de leurs matières et installations nucléaires contre l'enlèvement non autorisé et le sabotage. En 20 ans, l'AIEA a effectué 75 missions IPPAS dans 47 pays et dans ses laboratoires à Seibersdorf, auxquelles ont participé plus de 140 experts du monde entier.

Parmi les États qui ont récemment accueilli des missions IPPAS figurent l'Albanie, le Canada, les Émirats arabes unis, le Japon, la Malaisie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et la Suède. Plusieurs autres, dont l'Allemagne, l'Australie, la Chine, la Hongrie, la Jamaïque, la Lituanie, Madagascar, la République démocratique du Congo et la Turquie, ont sollicité des missions IPPAS pour 2017.

« L'augmentation importante du nombre de demandes de missions IPPAS montre que ce service consultatif international indépendant est reconnu pour ce qui fait sa valeur : les échanges de vues qu'il favorise et les conseils qu'il donne sur la sécurité nucléaire », se félicite Stadalnikas. « Pour ses 20 ans, l'IPPAS affiche un bilan très positif, qui ne peut qu'encourager l'AIEA à renforcer continuellement ce service pour que les États Membres en tirent davantage parti. »

L'AIEA a créé une base de données des bonnes pratiques recensées au cours des missions IPPAS et rendues publiques avec le consentement des pays hôtes. Les États Membres peuvent la consulter sur le Portail d'information sur la sécurité nucléaire.